

LE SPECTATEUR

DE

L'ORIENT.

TOME CINQUIÈME.

BOIS

ATHÈNES,

IMPRIMERIE DE LAZARE VILARAS ET B. LIOMIS.

1833—1836.

TABLE

DES MATIÈRES DU PREMIER VOLUME

De la troisième année.

—ooo—

Cyrille Lucari.—R.	1
Chronique politique du Spectateur.—A.	22
Bulletin Bibliographique.—P.	
Cyrille Lucari.—R.	37
Des travaux publics en Grèce.—M.	62
Bulletin Bibliographique.—P.	
Théodore Colocotroni.—B.	69
Sainte-Sophie.—P. P.	84
Chronique politique du Spectateur.—A.	92
Bulletin Bibliographique.—P.	
Cyrille Lucari.—R.	104
Sainte-Sophie.—P. P.	117
Études et travaux archéologiques.—P.	126
Bulletin Bibliographique.—P.	
Cyrille Lucari.—R.	133
Le général Fabvier.—A.	144
Chronique politique du Spectateur.—A.	162
Programme de l'Université.—P.	
Théodore Colocotroni.—B.	165
Le Journalisme et la Grèce.—S.	180
Chronique politique du Spectateur.—A.	195
Bulletin Bibliographique.—P.	

LE SPECTATEUR

DE

L'ORIENT.

Livr. 49. — (26 Août) 7 Sept. 1855.

Cyrille Lucari,

Ou l'Église grecque pendant la guerre de trente ans.

—0000—

I.

UN épisode peu connu de la grande lutte entre le catholicisme et le protestantisme, qui pendant la première moitié du XVII^e siècle couvrit l'Europe de ruines et de sang, va appeler notre attention et nos recherches. Nous allons voir l'église et la nation grecque sortant pour la première fois après la conquête ottomane, de leur isolement et de leur oubli, être appelées à jouer un rôle dans cette lutte gigantesque et à se mêler aux grandes révolutions du monde occidental; nous allons voir pour la première fois un parti catholique et un parti protestant, un parti français et un

Coup d'œil sur l'île de Chios.—D.	205
Les premiers pas de l'art dans la Grèce régénérée.—A.	222
Bulletin Bibliographique.—P.	
Esquisses de la littérature grecque moderne.—A.	233
Chronique politique du Spectateur.—A.	258
Grèce monumentale et pittoresque.—A.	
Le quatrième point des conférences de Vienne.—P.	265
Mélanges.—D.	284
Bulletin Bibliographique.—P.	
Confidences sur la Turquie par M. Destrihls.—S.	305
Chronique politique du Spectateur.—A.	331
Banque Nationale de Grèce.—B.	
Le quatrième point des conférences de Vienne.—P.	341
Rectification.—A.	359
Chronique politique du Spectateur.—A.	361
Bulletin Bibliographique.—P.	
Napoléon III et la Grèce.—R.	373
Esquisses de la littérature grecque moderne.—A.	379
Publications nouvelles.—P.	

FIN DE LA TABLE.

parti anglais, faire de la cour du patriarche de Constantinople, qui était alors non seulement le chef religieux mais encore le chef politique des chrétiens de l'Orient, le théâtre de leurs intrigues et de leurs combats, comme si c'était la cour d'un Roi ou d'un Empereur Grec. Nous verrons en même temps l'église grecque menacée de devenir la conquête d'une des grandes croyances qui se disputaient la souveraineté du monde, sortir victorieuse de cette grande épreuve, quoique l'ennemi eût déjà pénétré dans la place, et maintenir intactes sa tradition et sa foi pour ce magnifique avenir qui commence déjà à poindre à l'horizon de l'humanité.

Le protagoniste et la victime de ce drame a été le patriarche Cyrille Lucari. D'autres ont écrit sa vie en théologiens; nous nous proposons d'en faire ressortir le côté politique.

II.

Il naquit à Candie, en 1572, l'année de la Saint-Barthélemy: date sanglante, qui lui promettait le même sort que celui des victimes du fanatisme catholique.

Sous la domination de Venise, l'île de Candie jouissait d'une prospérité inconnue aux autres provinces de la Grèce gémissant depuis plus d'un siècle sous le joug ottoman. Après la chute de Constantinople, une grande partie de l'aristocratie byzantine et un grand nombre de savans, avaient cherché un refuge dans cette île à l'abri du lion de S^t. Marc. Ils y avaient trouvé, outre la sécurité de leur vie et de leurs biens, certain esprit de tolérance religieuse qui n'était connu à cette époque que dans les domaines de Venise. Cela nous explique le haut point de

prospérité auquel arriva l'île de Crète dans ce siècle et dans le siècle suivant. La littérature grecque y jetait encore quelques lueurs; la plupart des hommes qui se sont distingués pendant cette époque dans les sciences et dans les lettres, avaient vu le jour à Candie. Lorsque dans le siècle suivant, cette île, après une longue et héroïque résistance, dans laquelle le sang grec coula mêlé à celui de la fleur de la noblesse française, tomba au pouvoir des Turcs, ce fut pour notre race un malheur presque aussi grand et aussi plaint que celui de la prise de Constantinople par Mahomet II.

Les Grecs de Candie étaient ennemis de Rome qui cherchait à les attirer dans son giron, et en même temps amis des lumières de l'Europe occidentale. La plupart des théologiens grecs qui ont écrit à cette époque contre le Pape sont crétois; et cependant c'était la mode parmi les jeunes gens de Crète, même ceux qui se vouaient à la carrière sacerdotale, d'aller se perfectionner dans leurs études à l'Université de Padoue, d'aller y apprendre ces sciences et ces lettres qui conservaient encore pour eux le goût et la senteur de leur source grecque.

Lucari suivant la coutume de son temps, se rendit tout jeune à Venise et à Padoue pour compléter son éducation.

III.

En comparant l'état intellectuel de la grande majorité de sa nation avec celui de l'Italie, quel nuage de tristesse dut peser sur son âme! Le Tasse vivait encore; Galilée commençait à prendre son essor vers les cieux. Une nouvelle vie semblait éclore pour l'humanité; seule, la race Grecque continuait à descendre dans les profondeurs de

l'ignorance et de la barbarie. Aucun espoir, aucune étoile ne brillait pour elle au firmament. C'est peut-être alors que l'âme du jeune Crétois forma le dessein de chercher quelque part dans le monde occidental, un levier pour arrêter la décadence de sa patrie.

Il y avait eu quelques essais pour sauver d'abord la Grèce de la conquête ottomane, pour la délivrer ensuite de ce joug, par la réunion de son église à celle de Rome. Les Papes faisaient encore briller aux yeux de la race grecque, dans le cas où elle se serait inclinée devant eux, l'espoir d'une croisade contre les infidèles, la quelle aurait pour but de délivrer l'Orient de leur joug. Le Tasse en promettait encore dans de beaux vers, le commandement en chef à Alphonse II Duc de Ferrare (*). Mais l'expérience avait démontré qu'il était aussi difficile de ranimer l'esprit éteint des croisades, que d'éteindre l'antipathie des peuples orientaux contre le joug de Rome. Lucari pareil. de l'archevêque d'Alexandrie Mélétius Piga, élève de Maxime Margunius, évêque de Cythère, auteurs tous les deux d'écrits contre les innovations de l'église romaine; Lucari, qui avait écouté les leçons de fra Paolo Sarpi, le terrible adversaire des Papes, ne pouvait pas suivre la route des Bessarion, et espérer que les clefs du Saint-siège ouvriraient jamais à sa race les portes de l'avenir.

IV.

On se disait tout bas à Venise qu'au delà des Alpes une réforme religieuse faisait tous les jours de nouveaux progrès; qu'une nouvelle lumière avait éclairé l'humanité courbée depuis tant de siècles sous la tradition romaine.

(*) *Gorusalemme liberata*, C. XVII, st. 93, 94.

L'esprit humain, assurait-on, réveillé par l'émigration des lettres et des sciences de la Grèce en Occident, écartait tout cet échafaudage que la scholastique du moyen âge avait élevé entre lui et les saintes écritures; l'esprit humain et l'esprit divin se trouvaient de nouveau en contact après une longue séparation. Le flot de la nouvelle doctrine montait, montait toujours; encore une lutte suprême entre elle et la vieille tradition, et l'humanité allait être affranchie.

C'était assez pour attirer l'attention de Lucari, pour le pousser à visiter ces régions, à étudier ces sociétés du sein desquelles paraissait devoir surgir pour les peuples la liberté religieuse et politique. Il possédait déjà toutes les connaissances nécessaires pour faire un voyage instructif; il parlait et écrivait avec facilité les deux langues les plus répandues de ce temps, le latin et l'italien. Il porta d'abord ses pas à Genève, la tête du protestantisme; il visita ensuite l'Allemagne, la Hollande et l'Angleterre qui, sous le sceptre de la reine Elisabeth, était la terreur des trônes catholiques.

Il eut par conséquent l'occasion d'étudier la société protestante à sa plus belle époque, et lorsqu'elle semblait appelée à la conquête de l'univers. Comme grec, comme théologien, comme patriote rêvant la résurrection de son peuple, cette société devait attirer par son point de départ, ses efforts et ses tendances, les sympathies du jeune crétois.

Le mouvement de la réforme datait du jour où les lettres et les sciences de la Grèce, chassées par le cimetière turc, avaient posé le pied sur les rivages de l'Occident. A leur lumière, l'édifice scholastique du moyen âge avait pâli; comme l'Olympe sous les pas des Dieux d'Homère,

Le monde occidental avait tremblé sous les pas de ces nouveaux hôtes, et la Papauté s'était ébranlée à cette secousse. Luther avait vengé Photius. Les réformateurs, en cherchant à rétablir l'église primitive, pour la substituer à l'église papale, avaient été entraînés sans doute par l'esprit de réaction et par leur ignorance de l'antiquité chrétienne, dans beaucoup d'erreurs; mais à mesure que leurs recherches deviendraient plus profondes et moins passionnées, à mesure que la lumière de cette même antiquité aurait éclairé leurs investigations, on pouvait espérer qu'ils auraient enfin reconnu que seule, l'église orientale, entre toutes les églises existantes, conservait intacts la tradition et les rites de l'église primitive; que l'humanité, en passant par le protestantisme, retournerait à son ancien bercail. En attendant, la réforme renouvelait partout les sociétés; elle conviait les peuples au grand banquet de la liberté. Si les provinces unies des Pays-Bas avaient secoué par elle le joug espagnol, pouvait-on douter que la Grèce aussi ne serait pas oubliée, et que tôt ou tard, le grand jour de la délivrance se leverait pour les chrétiens de l'Orient?

V.

Voilà probablement les pensées que ce voyage dans les pays protestants éveilla chez le jeune homme qui devait être un jour le chef de l'église orientale. Mais si en retournant en Grèce, il y emporta avec lui des sympathies pour la cause protestante, il ne faut pas en conclure que dès lors il avait accepté comme des vérités, aucune des opinions erronées de Luther et de Calvin. Il est prouvé par des lettres écrites par Lucari long temps après son

retour, et adressées à des docteurs protestans, qu'il considérait encore les innovations protestantes dans le dogme, comme des monstruosités, et qu'il tenait toujours à cette église d'Orient qui, pauvre, ignorante, esclave, persécutée, a l'avantage sur toutes les églises d'être toujours la même, de rester fidèle aux traditions des apôtres, sans en faire de temps en temps de nouvelles éditions revues, corrigées et augmentées (*).

Nous avons déjà dit que Lucari était parent de Méletius Piga, patriarche d'Alexandrie. Cette parenté fut cause qu'après avoir fini ses études et parcouru l'Europe, il ne se fixa pas à Candie, sa patrie, mais qu'il alla chercher une carrière auprès du vénérable pasteur de la seconde église d'Orient. C'est là qu'il fut sacré prêtre (**) et peu de temps après promu au grade d'Archimandrite.

Méletius ayant été appelé à Constantinople pour en régir provisoirement le siège devenu vacant par la mort du patriarche Théophane, Lucari l'y suivit; il s'y fit connaître et admirer en prêchant dans l'église cathédrale; mais il ne put s'y arrêter long temps. Après quelques mois de séjour, il fut envoyé en Pologne où l'église orientale courait le plus grand danger, et où pour la première fois, il devait se trouver mêlé, au risque de sa vie, aux grands événemens contemporains.

VI.

La lutte contre la réforme avait réveillé l'esprit du catholicisme. Ce n'était plus ce clergé amolli par les volu-

(*) Lettre de Lucari à Jean Uytenbogaert, docteur à la Haye, du 30 mai 1612.

(**) C'est alors que d'après l'usage de l'église grecque, il changea son nom de baptême Constantin contre celui de Cyrille.

ptés, plongé dans l'ignorance, que les premiers réformateurs avaient pris au dépourvu et auquel, dans un clin d'œil, ils avaient ravi la moitié de l'Europe. Le catholicisme s'était réformé soi-même, et s'était armé pour la grande lutte finale. Les hautes charges de l'église n'étaient plus le patrimoine des rejetons des grandes familles; on les donnait aux hommes de mérite, d'intelligence, de vertu, qui seuls pouvaient sauver Rome de sa ruine imminente. Comme le clergé régulier ne semblait pas suffisant pour repousser l'ennemi, on avait institué de nouveaux ordres monastiques qui, adaptés aux nouveaux besoins de l'église, organisés, disciplinés, obéissant à une seule volonté, étaient au clergé d'avant la réforme, ce que les nouvelles armées permanentes soldées par l'État, étaient aux anciennes armées féodales levées par les barons. Toutes ces forces étaient mises en mouvement par un seul commandement et une seule intelligence, le chef absolu de l'église romaine; et il faut avouer que depuis des siècles, Rome n'avait eu des Papes aussi habiles et aussi entreprenants que ceux qui furent élevés à cette époque au siège pontifical.

Les protestans de l'autre côté, éblouis par la victoire croyant en avoir déjà fini avec leur adversaire, ne formaient plus un corps compact et agressif. Le mal originaire de la réforme produisait ses effets; une hérésie en faisait naître une autre; il y avait chaque jour des protestans nouveaux qui étaient haïs et persécutés par les protestans de la veille, plus encore que les catholiques romains.

Le catholicisme ayant le sentiment de ses forces et connaissant la faiblesse de ses adversaires, devenait de jour en jour plus audacieux et plus provoquant. Il péné-

trait par les Jésuites dans la conscience des Princes; il les poussait à reprendre un à un aux réformés, tous les privilèges que ceux-ci regardaient comme assurés par des traités; on cherchait par tous les moyens à les pousser à bout, à les forcer de prendre les armes, et d'allumer le flambeau de la guerre par laquelle on avait la certitude de les écraser.

En attendant que les germes de cette guerre qui devait durer trente ans, eussent atteint leur entier développement, la cour de Rome, avec cette persévérance qui est un de ses traits caractéristiques, avait repris le dessein tant de fois échoué, de l'assujettissement de l'église grecque. Elle sentait combien la réussite de ce dessein accroîtrait moralement et matériellement ses forces pour la guerre qui allait éclater contre les protestans. Mais au lieu de s'attacher comme autrefois à la tête de l'église orientale, au siège patriarcal de Constantinople, les Jésuites, auxquels avait été confié l'exécution de ce grand projet, avaient proposé et fait adopter un autre plan beaucoup plus habile et plus digne de porter leur nom, et qui fut près de réussir.

On aurait commencé par soumettre au joug de Rome les peuples orthodoxes de la Pologne, de la Lithuanie, de la Galicie et de la petite Russie, qui étaient réunies alors sous le sceptre du Roi Sigismond. La chose n'était pas difficile; car le Roi de Pologne Sigismond III, qui par son fanatisme religieux avait perdu la couronne de Suède, était tout à fait dévoué aux Jésuites, et était prêt à ne reculer devant aucun obstacle et aucune violence, pour ramener les communautés dissidentes de son royaume au giron de l'église romaine. Une fois cette réunion accomplie de gré ou de force, on devait soumettre aussi

l'église de Russie, et dans ce but faire monter sur le trône des Tzars un prince catholique, et si c'était possible, le Roi Sigismond lui-même qui était un organe si docile de la politique du Vatican. Les circonstances où se trouvait la Russie semblaient plus favorables que jamais pour les projets des Jésuites. La dynastie de Rurik venait de s'éteindre dans la personne du Tzar Fédor mort sans enfans; Boris monté sur le trône par le meurtre du prince Démétrius, le dernier rejeton de la race royale, était haï par le peuple et par les grands; il ne fallait donc que forger un faux Démétrius pour faire tomber Boris et s'emparer du trône de Russie. L'entreprise aurait paru difficile à tout autre qu'à des Jésuites; au lieu d'un faux Démétrius, ils en inventèrent plusieurs; et après avoir affaibli et ruiné la Russie par la guerre civile, ils parvinrent à faire proclamer Tzar, le prince Ladislas, le fils de leur bien aimé Sigismond. C'en était fait de la Russie, si Dieu n'avait pas éveillé son sauveur dans la personne de Cosma Minin. Comme Jeanne d'Arc, il sortait du peuple; comme elle, il appela le peuple à la défense des autels et de la foi; comme elle, il chassa les étrangers et sauva sa patrie.

Mais les miracles n'étaient pas dans les probabilités humaines; les Jésuites ne pouvaient pas prévoir un tel dénouement. D'après les moyens qu'ils avaient préparés, ils pouvaient compter sur l'assujettissement de la Russie. Et une fois la Russie et toutes les provinces Slaves assujetties à la loi de Rome, quel espoir restait-il plus à l'orthodoxie? quel obstacle pouvait arrêter désormais les flots envahissans du catholicisme? La foi orientale, livrée à des peuples abrutis par l'ignorance et le joug ot-

toman, était peut-être perdue à jamais. Ou ces peuples auraient incliné à leur tour la tête sous le même joug religieux que les peuples Slaves, ou ils seraient restés isolés et sans avenir dans le monde, comme ces débris oubliés des Nestoriens et des autres sectes des premiers temps du Christianisme qui surnagent encore dans quelque coin obscur de l'Orient.

VII.

Ce grand projet des Jésuites avait déjà reçu un commencement d'exécution, lorsque Lucari fut envoyé en Pologne comme légat (exarque) du patriarche d'Alexandrie. L'église d'Orient avait entrevu le danger, et poussé le cri d'alarme. Un concile réuni à Brzesc en 1595, et composé d'évêques du rite latin et du rite grec, venait de proclamer la réunion des deux églises sur les bases du concile de Florence. Ignace et Cyrille, deux évêques apostats de l'église gréco-russe, avaient été envoyés à Rome pour mettre aux pieds de Clément VIII les hommages de ses nouveaux sujets. Mais avant leur retour, les évêques orthodoxes protestèrent contre les actes du concile de Brzesc comme entachés de violence et de fraude: un puissant personnage, le vieux palatin de Kiew, Constantin Ostrogsky, appuyait leurs protestations (*); l'agitation qui régnait partout, menaçait de se faire jour, si un nouveau concile n'était convoqué incessamment pour juger les actes de celui de Brzesc. Ce concile se rassembla l'année suivante dans la même ville; il était composé

(*) C'est lui qui fit imprimer en 1581 la première édition de la Bible Slave.

d'un nombre plus considérable d'évêques : le grand maréchal de Lithuanie, Radziwill, y représentait le Roi.

C'est devant cette assemblée que se présentèrent Nicéphore, légat du patriarche de Constantinople, et Lucari, légat du patriarche d'Alexandrie, demandant d'y être admis au nom des églises aînées de la foi orthodoxe.

Le Concile se partagea sur la question de savoir si on devait les admettre ; après beaucoup de disputes, les évêques restés fidèles à la tradition orientale, s'étant assemblés à part, prononcèrent l'anathème contre les apostats de l'orthodoxie. De l'autre côté, les évêques latins et les grecs unis confirmèrent les actes du concile précédent, et prononcèrent à leur tour l'anathème contre leurs adversaires. De la sorte, l'église gréco-russe se trouva partagée en deux camps ennemis, les unis et les orthodoxes.

La lutte n'était pas égale ; les premiers avaient pour eux la force d'un gouvernement peu scrupuleux, et le génie des Jésuites. Tous ceux qui ne voulaient pas reconnaître l'acte d'union étaient privés des droits politiques ; les temples étaient ravis de force aux orthodoxes, et donnés aux unis ; il n'était pas permis de nommer des successeurs aux évêques décédés du rite grec (*). D'ailleurs il n'y avait aucun signe extérieur qui mit en garde les chrétiens contre le clergé uni. Rien n'était changé chez lui dans le symbole de la foi, dans les rites, les cé-

(*) C'était la politique des Jésuites. Il est dit dans les instructions du Pape à Monseigneur Lancelotti : « conforti il Re grandemente a vietare che nelle città regio che da lui dipendono altro esercizio di religione che il cattolico si comporti, né permetta che v'abbiano tempi né sinagoge loro ; poichè si vengono per tal dolce modo senza violenza espressi a far convertirlo o a mutar paese. » Ranke, die Papste, T. 2. p. 397.

rémonies, les costumes. Aussi le peuple ne savait distinguer les vrais des faux pasteurs. Par la force, la persécution et la fraude, l'orthodoxie perdit alors en peu de temps plus de quatre millions d'âmes.

Cependant on craignait l'effet ordinaire des persécutions religieuses, la protestation par les armes ; pour tranquilliser les consciences alarmées, il fallait faire approuver l'acte d'union par quelque-une de ces anciennes églises d'Orient que les peuples Slaves considéraient comme les dépositaires de la vraie tradition. Sigismond essaya de s'attacher Lucari ; il connaissait de quelle considération jouissait le jeune légat auprès du patriarche d'Alexandrie ; il lui confia pour Mélétius une lettre dans laquelle il cherchait à le gagner à la cause de l'union. Mais Lucari resta sourd aux offres du Roi, et il se retira à Wilna où les chefs du clergé et de la noblesse orthodoxes se réunissaient pour songer aux moyens de résister à la persécution.

Dans cette réunion on sentit combien la lutte dans laquelle on s'engageait était inégale. Les Cosaques étaient prêts à une levée de boucliers pour la foi orthodoxe ; mais leur secours seul ne promettait pas de grands succès. C'est alors que pour la première fois, l'idée que Lucari devait plus tard exploiter à Constantinople, se présenta aux esprits ; l'idée d'une alliance avec les protestans.

Les protestans de la Pologne étaient persécutés plus encore que les grecs ; Sigismond leur avait déclaré une guerre acharnée ; il vengeait sur eux la perte de la couronne de Suède. Il était donc très-naturel que protestans et orthodoxes cherchassent à mettre en commun leurs haines, leurs moyens de défense et d'agression.

Pour souder encore mieux cette alliance, on essaya

d'en faire une alliance religieuse, et d'opposer à l'union gréco-romaine une union gréco-protestante. Cet essai devait laisser des traces dans l'esprit de Lucari.

Le roi Sigismond aperçut les nuages qui s'amoncelaient contre lui, et il ne leur laissa pas le temps de former une tempête. Il prévint ses adversaires par la violence. Les Cosaques furent battus; leurs chefs furent écartelés à Varsovie. Nicéphore, le légat du patriarche de Constantinople, fut saisi et étranglé; son compagnon, Lucari, dut chercher son salut dans la fuite.

VIII.

Les talents déployés par Lucari dans sa mission en Pologne, les dangers qu'il y avait courus, ne pouvaient qu'accroître la réputation dont il jouissait déjà auprès de ses coreligionnaires en Orient. Peu de temps après son retour le vieux Mélétius étant mort, il lui succéda en 1602 dans le siège patriarcal d'Alexandrie.

Jusqu'à l'année 1621 où il fut appelé au trône œcuménique, sa vie présente peu d'événemens importants. Le patriarche Néophyte ayant été déposé en 1612, il fut appelé à Constantinople pour administrer provisoirement les affaires du patriarcat.

Timothée, archevêque de Patras, ayant été ensuite promu à ce poste suprême, Lucari qui était considéré par lui comme un rival dangereux, dut s'éloigner de Constantinople: après une courte résidence en Valachie et aux monastères du mont Athos, il retourna au Caire (*).

Néanmoins ces vingt années de la vie de Lucari qui paraissent dépourvues d'intérêt, sont d'une grande impor-

(*) Le Caire était le lieu de résidence du patriarche d'Alexandrie,

tance pour son biographe; car c'est pendant cette période que les germes laissés dans son esprit par ses relations avec les réformés, eurent le temps de se développer au contact des événemens extérieurs, et de devenir un projet arrêté de réforme de l'église grecque et d'émancipation des chrétiens de l'Orient sous les auspices des grandes puissances protestantes.

Ce projet chimérique qui devait lui coûter la vie et ternir sa gloire, ne sortit pas tout d'une pièce de la tête de Lucari. Il y a un haut intérêt dramatique à le voir dans sa correspondance se développer peu à peu, grandir tout d'un coup, et s'emparer de lui comme une destinée qui devait le conduire à la mort et à la honte, quelque purs qu'aient été ses premiers motifs, quelque patriotique qu'ait été son but.

Pour comprendre Lucari, et pour l'excuser peut-être, il faut se reporter à l'état malheureux et presque désespéré de l'église orthodoxe à cette époque. La nation grecque gémissait sous le joug le plus humiliant; les eaux de la conquête la couvraient tout entière; seules les quatre églises d'Orient avaient été épargnées par le déluge et s'élevaient encore au dessus des eaux; mais délabrées, battues sans cesse par le vent et la tempête, elles semblaient devoir être englouties à leur tour. Tout ce qui restait du génie grec s'était réfugié dans ce dernier abri; mais qu'étaient et que pouvaient quelques hommes pour lutter contre ce mouvement de décadence qui paraissait s'accélérer à chaque génération? A chaque génération disparaissaient quelques lumières de cette malheureuse nation sans être remplacées par d'autres, et les ténèbres se faisaient de plus en plus profondes, même aux abords.

du sanctuaire. Un clergé ignorant servait Dieu sans en comprendre les sublimes leçons; au lieu de verser de l'huile dans la lampe qui seule brillait encore sur l'autel, il en offusquait les rayons.

Les Turcs méprisaient trop leurs esclaves pour s'inquiéter de leur religion; mais l'appât du gain faisait que les puissans du jour s'immisceaient dans les élections du clergé. On ne pouvait devenir évêque, patriarche sans payer un tribut au tyran; et moyennant finance, on pouvait faire déposer tout légitime pasteur des églises d'Orient, et faire asseoir un intrus dans la chaire de S. Marc et de S. Jean Chrysostôme.

Sous le patriarche Jérémie une splendeur passagère avait consolé l'église grecque; elle avait renouvelé ses relations avec ses sœurs, les églises Slaves; le patriarche de Constantinople avait été accueilli à Moscou avec des honneurs royaux; cet esclave, que le dernier des Janissaires pouvait insulter impunément dans la rue, avait proclamé l'indépendance de l'église russe (*). Le pauvre grec courbé sur le sillon qu'il creusait sous le fouet de son maître, versa une larme de joie en songeant qu'au delà des fleuves et des steppes, dans ces régions inconnues au génie de ses ancêtres, il possédait des frères qui avaient la même croyance que lui; que ces frères, étaient libres et puissans, et qu'il n'était pas oublié par eux dans leurs prières de chaque jour à celui qui tient dans sa main le sort des empires.

Mais cette joie avait été de courte durée. L'église latine avait déjà enlevé aux grecs une partie de ces frères, et

(*) La vie remarquable de ce Patriarche fera l'objet d'une étude dans le même Recueil.

elle semblait prête à leur enlever l'autre partie par le fer et la ruse. La dynastie orthodoxe de Rurik s'était éteinte dans le sang; un imposteur, instrument des Jésuites, était monté sur le trône des Tzars; ceux qui hier encore nous appelaient frères, allaient nous appeler schismatiques, nous mépriser et nous haïr; il n'allait pas rester dans le monde un seul homme qui pût prier pour nous.

Les triomphes des Jésuites sur l'église grecque dans les pays slaves, avaient multiplié leur audace. En 1601 ils avaient débarqué à Constantinople, ils y avaient établi un collège, protégé par la cour de France (*); ils faisaient tous les jours des progrès parmi le clergé oriental: un moine grec, leur agent secret, avait osé prêcher publiquement en faveur des doctrines de Rome. Il ne leur fallait qu'un ambassadeur intrigant, un grand-vizir favorable, et quelques poignées de ducats pour faire nommer un patriarche parmi leurs satellites, et faire proclamer l'union des églises. Cela ne paraissait qu'un jeu pour cette société infatigable qui remuait le monde entier, qui, presque dans le même temps, latinisait Moscou, convertissait les Indiens de l'Amérique méridionale, s'insinuait à la cour de l'empereur mogol Akbar et du roi d'Abyssinie, et pénétrait en Chine et au Japon.

(*) Ces Jésuites ayant été accusés auprès de la Porte, et assignés à comparaitre devant le divan, l'ambassadeur de France, M. de Solignac, se porta en toute hâte et avant de s'être donné le temps de quitter sa robe de chambre, auprès du grand-vizir, et obtint que les accusés fussent mis en liberté comme sujets français. (HAMMER, hist. de l'empire ottoman, liv. XLIII) Nil sub sole novum, pas même le paletot du prince de Menschikoff.

Devant ces dangers qui entouraient l'église d'Orient, Cyrille sentit faiblir son courage; il crut qu'elle ne pouvait être sauvée sans un secours extérieur. Et une fois cette opinion enracinée dans son âme, où pouvait-il jeter ses regards, où pouvait-il chercher une planche de salut ailleurs que chez les protestants?

Les protestants étaient alors la seule force qui parût tenir en échec l'ambition de Rome. Il les avait connus de près; il avait eu des sympathies pour eux, même avant d'avoir entrevu la nécessité pour son église et sa nation d'implorer leur secours.

L'idée d'une alliance intime avec ces ennemis de Rome n'était pas tout-à-fait nouvelle. Lucari avait vu déjà en Pologne ses frères en orthodoxie amenés par les mêmes craintes et les mêmes persécutions à tendre la main aux réformés. Chez les Russes mêmes travaillés par la guerre civile, un grand parti croyait ne pouvoir échapper à Sigismond catholique qu'en appelant au trône Gustave-Adolphe protestant.

Les réformés de leur côté venaient au devant de cette alliance; ils croyaient gagner beaucoup s'ils pouvaient attirer dans leurs rangs l'église orientale. Elle leur offrait ce qu'il leur manquait: la légitimité, la tradition. Si l'église grecque qui d'une main touchait aux apôtres leur tendait l'autre main, le lien de la tradition était renoué tout d'un coup entr'eux et les premiers siècles du christianisme; ils pouvaient dorénavant répondre triomphalement à cette objection accablante que leur faisaient souvent les catholiques: si l'église romaine a cessé d'être la vraie église, où était donc, avant la réforme, cette église perpétuellement visible, où d'après les promesses

de Jésus-Christ, doit toujours subsister la véritable prédication de la parole de Dieu et la droite administration des sacrements? (*)

IX.

Les grandes puissances protestantes étaient alors la Hollande, l'Angleterre et la Suède. Elles commençaient à se sentir attirées vers l'Orient, à y avoir des intérêts commerciaux, politiques et religieux; Constantinople qui jusqu'alors n'avait vu que des ambassadeurs catholiques, voyait alors pour la première fois des ambassadeurs protestants. Les capitulations de la Porte avec ces trois états remontent pour la plupart à cette période de l'histoire turque.

La Hollande y était représentée par Cornélius de Haga; l'Angleterre par Paul Pindar et Thomas Rowe; la Suède y fut représentée plus tard par Paul Strassbourg. Tous ces hommes ont été les amis de Lucari; ils ont eu avec lui, d'après les instructions de leurs cabinets, les relations les plus intimes; ils ont exercé la plus grande influence sur sa destinée.

Cornélius de Haga, diplomate d'un mérite éminent qui s'était proposé d'amener l'union entre Genève et Constantinople, avait connu Lucari à Paros, lorsque celui-ci une année après son retour de Pologne faisait une tournée dans les îles de l'Archipel comme légat du patriarche d'Alexandrie. Ces deux hommes s'étaient voués la plus tendre amitié; l'ambassadeur avait deviné dans le prêtre l'homme appelé à jouer un grand rôle dans les affaires d'Orient et à servir ses desseins; le prêtre avait

(*) Bossuet, des Variations, liv. XV, §. VI.

entrevu dans l'ambassadeur un protecteur sympathique de son église et de sa nation.

Par l'entremise de Cornélius, Lucari entra en correspondance avec Uytendogaert, pasteur protestant à la Haye. Ces lettres entre le chef de la seconde église d'Orient et le docteur calviniste existaient encore : elles contiennent de curieux renseignemens sur l'état de l'église grecque à cette époque ; elles témoignent des appréhensions de Lucari pour les menées des Jésuites, auxquelles il ne croyait pas le clergé grec, dans l'état d'ignorance et d'esclavage où il était tombé, capable de tenir tête. Il cherche de connaître l'état des églises réformées, leurs dogmes, leurs controverses ; il demande et obtient les livres qui fesaient le plus de bruit parmi les protestants. La Hollande était alors agitée et partagée sur le dogme de la prédestination et de la grâce, en deux grands partis, les Arminiens et les Gomaristes, les Remonstrans et les Contreremonstrans. Lucari bénit le Seigneur qui tient ces orages loin de l'église grecque ; il bénit même l'ignorance à cause de laquelle ces controverses terribles ne peuvent pas pénétrer en Orient et troubler la paix des consciences ; cependant il se sent entraîné dans ces disputes par un intérêt plus fort que lui ; son orthodoxie chancelle ; il commence à penser sur plusieurs points de la foi comme s'il n'occupait pas la chaire de S. Marc.

David le Leu de Wilhem, homme très distingué par son mérite et ses connaissances, et versé aussi dans les questions théologiques de cette époque, entreprit alors un voyage en Orient. Il paraît qu'il fut recommandé par Uytendogaert à son ami au Caire. C'est ainsi que l'esprit de la réforme n'apparut plus à Lucari dans des lettres

mortes et des *in-folio* poudreux, mais sous la forme d'un homme éloquent, instruit, aimant et comprenant l'Orient et les Grecs, et qui jouissant de l'estime et de la confiance du prince d'Orange, par lequel il fut ensuite élevé aux postes les plus éminens, pouvait faire du bien à cette pauvre nation.

A mesure que les protestants trouvaient plus de sympathies auprès du patriarche d'Alexandrie, leurs relations avec lui devenaient plus importantes et plus solennelles par le rang des personnages qui entraient en correspondance avec lui. George Abbot, archevêque de Canterbury et primat de l'église anglicane, lui fit proposer d'envoyer en Angleterre de jeunes prêtres grecs, qui compléteraient leurs études théologiques à l'université d'Oxford aux frais du gouvernement anglais. Lucari profitant de cette offre, envoya en Angleterre le jeune Métrophane Critopoulo qui devait être un jour son successeur à la chaire d'Alexandrie. Un commerce épistolaire s'engagea entre le primat anglican et le patriarche grec. Ces lettres étaient soumises au Roi Jacques I qui s'occupait beaucoup de théologie. Le Roi s'attacha vivement à Lucari et lui fit écrire par son archevêque que son amitié lui était acquise et qu'il pouvait compter sur lui en toute circonstance.

En attendant, le siège patriarcal de Constantinople était devenu vacant par la mort de Timothée. Les ambassadeurs de la Grande-Bretagne et des États-Généraux des Provinces Unies, avaient reçu l'ordre de favoriser de tout leur pouvoir l'élection de Cyrille. Les grecs, qui ne connaissaient pas ses opinions et qui le regardaient comme une lumière de leur église, l'appelaient de tous leurs

vœux. Le 5 Novembre 1621 il fut élu unanimement patriarche œcuménique, à la grande joie des puissances protestantes, et au grand désappointement des Jésuites.

(La suite prochainement.)

R.

Chronique politique du Spectateur.

—0000—

UNE année s'est à peine écoulée depuis l'ouverture des hostilités entre les puissances occidentales et la Russie, que déjà, grâce au contact incessant de la civilisation européenne et de l'Islamisme, les espérances qu'on avait d'abord conçues sur la prochaine régénération de l'Empire Ottoman se sont entièrement évanouies ; les apparences trompeuses ont cédé la place à de tristes réalités, et les idées sur l'Orient, rectifiées par l'expérience de tous les jours, ont fait des progrès bien plus rapides, que les armes des parties belligérantes.

Et qui ne se rappelle que le but avoué de la guerre, lorsqu'elle a éclaté, était d'assurer l'indépendance et l'intégrité de la Turquie, contre les envahissements d'un voisin formidable, qu'en égard au but qu'on se proposait d'atteindre, on déclarait que la guerre se faisait pour le droit, c'est-à-dire en faveur du plus faible, et dans l'intérêt de la civilisation, qui tend toujours à restreindre ce qu'on appelle le droit du plus fort?

Mais avant que l'année des hostilités ne se fût écoulée, on a été à même de comprendre que l'intervention des deux puissances occidentales, dans le conflit élevé entre la Russie et l'empire Ottoman, tout en préservant ce dernier d'un coup de main, ne pouvait cependant lui donner les forces morales et matérielles, sans lesquelles son indépendance et son intégrité ne pouvaient être qu'illusoire et précaires.

Il est évident, en effet, qu'un empire dont le vaste territoire s'étend sur les trois parties de l'ancien monde, mais qui depuis les réformes effectuées par le glaive du Sultan Mahmoud, n'est jamais parvenu à remplacer par une puissante centralisation, les forces disséminées dans son sein, qui n'a jamais sérieusement entrepris de former une unité nationale, par la fusion et le rapprochement de plus de 30 millions de sujets, appartenant à des races et à des religions diverses, qui, demeuré étranger à tous les principes de la civilisation, et manquant de vitalité propre, vu le caractère indolent ou apathique des musulmans, n'a jamais cessé d'étouffer par l'oppression la plus odieuse, les seuls éléments de vie existant dans son sein, un tel empire disons-nous manquant tout à la fois d'intelligence, de force et d'unité, ne peut pas prétendre à faire valoir son indépendance vis à vis des grandes puissances de l'Europe. Au reste, il nous suffit de remarquer, que la décadence et l'affaiblissement de la Turquie vont toujours en augmentant, pendant que toutes les nations de l'Europe marchent d'un pas rapide dans la carrière du progrès et de la civilisation, et que par conséquent un tel empire, qui depuis la conquête n'a rien appris et rien oublié, se trouve dans l'impossibilité de maintenir son intégrité et

d'assurer par là le repos et l'équilibre de l'Europe. Depuis le siècle dernier, la Turquie n'a pas manqué d'alliés, et cependant la Crimée, la Bessarabie, la Grèce, l'Égypte, les deux principautés Danubiennes, la Servie et l'Algérie, prouvent suffisamment, que la Turquie, dans l'état d'épuisement où elle se trouve, ne peut pas maintenir son intégrité.

Or, la guerre qui se poursuit actuellement, ne peut pas avoir pour résultat l'indépendance et l'intégrité de la Turquie, car à l'impossible nul n'est tenu. On peut bien garantir des emprunts ou accorder des subsides à la Turquie, vu le délabrement de ses finances, mais on ne peut pas donner à un état, dont la décomposition est flagrante, la vitalité qui lui échappe. Nous soutenons cette opinion, qui est aujourd'hui partagée par tous ceux qui se sont donné la peine d'observer les faits avec impartialité, avec d'autant plus de conviction, que nous sommes sûrs d'exprimer par là le sentiment de lord Palmerston. En répondant à lord John Russel, qui affirmait qu'Ali-Pacha avait accepté à Vienne les propositions de l'Autriche, lord Palmerston déclarait à la face du monde, que la Turquie était *incompétente à décider des conditions compatibles avec la sûreté à venir et la paix permanente de l'Europe*. Voici d'ailleurs la partie du discours du noble lord qui a trait à cette question : « La guerre a été entreprise pour la protection de la Turquie, comme moyen conduisant à la fin qu'on se propose. Sans doute, la protection de la Turquie et le maintien de l'équilibre européen, sont des objets pour lesquels il est du devoir de toutes les autres puissances européennes de s'armer. Mais, comme je le disais, derrière la question de la

« Turquie, s'élève la question plus grande de l'ambition envahissante de la Russie, qui n'a jamais été plus clairement exposée que par mon noble ami lui-même. Cette ambition menace de subjuguier le continent et d'éteindre tous les principes de liberté politique et commerciale dont dépend la puissance, et je puis même dire l'existence indépendante de ces états. En conséquence, je ne saurais admettre qu'il appartienne au gouvernement turc de décider des conditions compatibles avec la sûreté à venir et la paix permanente de l'Europe. Je déclare qu'à mes yeux les gouvernements d'Angleterre et de France ont un plus grand, et tout au moins un aussi grand intérêt dans la question, que le gouvernement turc, et que leurs vues éclairées sur les questions de politique européenne, doivent être plus justes encore que les vues du gouvernement turc. »

Au reste, le sentiment de lord Palmerston, paraît être partagé par toute la nation anglaise.

Le *Times* dans un article concernant l'ambassadeur turc à Vienne, qui d'après l'assertion de lord John Russel, n'était pas favorable à la guerre dit : « Nous n'étions certes pas préparés à entendre lord John Russel, ou tout autre, affirmer que la politique de la France et de l'Angleterre, doit être dirigée par les résolutions, qui peuvent venir de la cour *semi-barbare* de Constantinople. Nous faisons la guerre pour protéger la Turquie, mais nous ne considérons pas ce gouvernement *faible et corrompu* comme un juge compétent dans cette grande question. »

Le *Morning-Herald* dit de son côté : « Nous ne discutons pas un fait tel que celui qu'a allégué lord John

» Russel au sujet d'Ali-Pacha, et de son opinion sur les
 » conférences de Vienne. Nous n'avons qu'un mot à en
 » dire, bien que l'agression dirigée par la Russie contre
 » la Turquie, ait été pour nous le *casus belli* ou tout au
 » moins le prétexte de la déclaration de guerre, nous
 » avons à accomplir un objet qui a bien plus d'import-
 » tance que l'existence ou la dissolution de l'empire Otto-
 » man. Il s'agit d'arrêter et de repousser la puissance de
 » la Russie sur les deux continents. A coup sûr, l'opi-
 » nion de la Porte sera écoutée fort attentivement, lors-
 » que nous en serons venus à discuter les conditions de
 » la paix; mais cette opinion ne portant que sur des
 » questions d'intérêt turc, ne peut avoir d'influence sur
 » la question de paix ou de guerre dans l'état actuel de
 » la lutte. »

De toutes ces appréciations de la presse anglaise il résulte, qu'un état *semi-barbare, faible et corrompu* ne pouvant pas protéger par ses propres forces son indépendance et son intégrité, dans l'état surtout d'épuisement où il se trouve actuellement, serait incapable d'assurer la paix à venir et la sûreté permanente de l'Europe. Aussi avons-nous raison de croire, que le but de la guerre n'est plus le maintien d'un empire, dont la décomposition croissante mettrait tous les jours en péril la paix et la sûreté permanente de l'Europe; mais que les efforts des puissances ne tendent à rien moins aujourd'hui, qu'à affaiblir et à limiter la puissance de la Russie, dont le voisinage menacerait incessamment l'existence d'un empire qui s'écroule. La tâche de réduire la puissance de la Russie, présente sans doute de grandes, d'immenses difficultés; mais par sa grandeur même, elle est à la hauteur des puis-

sances qui l'ont entreprise. Nous ne sommes pas compétents pour juger si cette entreprise gigantesque sera ou non couronnée de succès; mais en supposant que le résultat de cette guerre fût l'affaiblissement ou la limitation de la puissance de la Russie, ce vaste empire ne sera-t-il pas encore assez puissant vis-à-vis d'un état *semi-barbare, faible, corrompu et épuisé*? Et tant qu'il existera des grandes puissances dans le monde, l'indépendance et l'intégrité de la Turquie cesseront-elles d'être menacées par elles? Le repos et l'équilibre de l'Europe ne seront-ils pas exposés à un danger permanent?

Voilà la grande question, la véritable question d'Orient qui doit tôt ou tard finir par absorber toute l'attention des cabinets de l'Europe.

Quant à nous, chrétiens de l'Orient, fidèles à la foi et aux traditions de notre race, fiers d'appartenir à une nation, qui, quoique faible aujourd'hui, a répandu autrefois par sa langue, la civilisation et le christianisme dans le monde, et qui pendant dix siècles a lutté contre la barbarie, pour la repousser loin de l'Europe, nous persistons à croire que la solution qui fait notre rêve et notre espérance, est aussi la seule praticable. Car nous sommes intimement convaincus qu'on ne peut civiliser les Turcs que par les chrétiens, tandis qu'on ne peut pas civiliser les chrétiens par les Turcs. Sous le sceptre d'un souverain chrétien, le turc est un citoyen; il est citoyen en Grèce, il l'est en Algérie aussi bien qu'en Russie, où nous voyons des généraux et des conseillers d'État professant la religion musulmane; mais sous le sceptre des sultans, un chrétien est toujours un raya, il n'est que raya malgré les privilèges ou les titres que la clémence des Sultans

voudrait lui octroyer; tant il est vrai que sous l'inspiration salutaire de l'Évangile, des peuples de race et de religion diverses, peuvent s'unir et fraterniser, tandis que sous l'empire du Coran, la distinction du fidèle et de l'infidèle est à jamais ineffaçable. Or, la solution de cette grande question d'Orient, dépend de la position respective de la croix et du croissant. L'empire de ce monde appartiendra-t-il à la force matérielle et au despotisme de race, ou bien feront-ils place à la paix, à l'amour et à la fraternité?

Lorsque François de Guise fut assassiné par un gentilhomme protestant, nommé Poltrot, il fit amener son meurtrier devant lui, et lui demanda avec douceur quel motif avait pu le porter à attenter à sa vie. Poltrot répondit alors que sa religion seule, lui avait commandé cet homicide. Le mourant n'eut pas plutôt entendu cette réponse: « Eh bien! lui dit-il, ma religion vaut donc mieux » que la tienne; car elle t'a commandé le meurtre et la » vengeance, et la mienne m'ordonne de te pardonner. »

On nous objectera sans doute, qu'un empire chrétien en Orient offrirait bien peu de chances de viabilité, vu la diversité et l'incompatibilité des parties dont il serait composé, et à cause de l'absence d'une race prédominante, qui, par une supériorité non contestée sur les autres races, pût constituer une puissante centralisation, propre à coordonner les éléments hétérogènes ou divergents, qu'engendrerait la fondation du nouvel état.

Nous ne voulons pas nier que tout enfantement soit douloureux, et que la formation d'un nouvel état soit à plus forte raison une œuvre qui présente plus d'une difficulté; nous savons au reste, que la grande majorité

de ceux qui s'occupent de ces questions, fidèles aux traditions du passé, ou bien sceptiques et indolents par caractère, se refuseraient constamment de croire à la possibilité d'existence d'un tel empire, tant qu'ils ne le verraient point vivre de la vie des États, et posséder une place officielle sur la carte de l'Europe.

Nous avons déjà répondu aux objections ci-dessus, lorsque nous avons essayé de démontrer par des articles spéciaux, qu'on se trompait en croyant à l'incompatibilité des diverses races soumises actuellement à la domination musulmane.

Certes s'il s'agissait d'ériger une race prédominante, et de lui assujettir toutes les autres, cette injustice révolterait naturellement la fierté et le sentiment d'indépendance de chacune d'elles; mais si elles étaient toutes réunies sur un pied d'égalité parfaite, sous une même loi et sous un Roi, qui n'appartiendrait par sa naissance à aucune d'elles, elles formeraient une unité politique aussi compacte qu'on pourrait la désirer, tout en conservant leur caractère propre, et la diversité d'aptitudes dont elles sont douées.

Nous croyons, d'ailleurs, que l'on se heurte contre des difficultés égales, de quelque côté que l'on envisage la question d'Orient; car si un nouvel Empire est difficile à fonder, il n'est pas moins difficile de maintenir celui qui s'écroule.

A l'époque où les croisades avaient fini par ruiner en grande partie l'aristocratie territoriale de l'Europe, et que les humbles bourgeois des villes s'associaient pour constituer des communes presque indépendantes, aurait-on pu croire, que ces communes qui manquaient de force et

d'unité, seraient en état de lutter efficacement contre l'aristocratie pour la défense de leurs privilèges ? Et plus tard, lorsqu'un moine d'Allemagne se révolta contre le Catholicisme, et dénonça au monde entier les abus du pouvoir papal, se serait-on douté que le Protestantisme qui manquait également *de force et d'unité*, deviendrait une puissance rivale du Catholicisme et soumettrait à sa loi une grande partie de l'Europe ?

Nous en dirons autant de l'apparition de Tiers État en France, qui tout en étant privé *d'unité et d'organisation*, ne dissipa point le précieux héritage de l'aristocratie, du clergé et de la royauté, mais lui donna tout au contraire un accroissement considérable, à l'époque surtout où la révolution française se concentra dans la personne du premier consul.

Eclairés par la longue expérience des siècles passés, ayons donc confiance en l'avenir, et au lieu de nous demander si des populations chrétiennes, qui même sous le joug le plus oppressif, ont donné des preuves irrécusables de leur vitalité, en manqueraient en acquérant l'indépendance politique à laquelle elles aspirent, reconnaissons plutôt, qu'un état musulman au dix-neuvième siècle, et au sein de l'Europe civilisée, est une anomalie révoltante ; que ce serait une vaine tentative que de vouloir consolider un état là où il n'existe point de famille, et que la domination musulmane, par sa nature même, étant en hostilité permanente avec ses sujets chrétiens, ne peut offrir aucune espèce de garantie à la paix à venir et à la sûreté de l'Europe.

Oui, la vieille société musulmane se meurt ; sa décomposition a frappé les esprits les moins clairvoyants. L'as-

servissement politique de plusieurs millions de chrétiens, la polygamie musulmane, l'absolutisme théocratique, la barbarie des mœurs et les brutalités des osmanlis, ne doivent plus souiller le sol de l'Europe, béni par le Christianisme.

La Turquie va donc infailliblement disparaître ; mais elle ne laissera pas de vide, car la divine Providence a déjà créé les nouveaux éléments qui doivent la remplacer.

Le courrier de Constantinople du 5 Septembre, n'a apporté aucune nouvelle importante, malgré l'impatience du public qui s'attendait à un nouvel assaut contre la tour Malakoff ou à la continuation des opérations qui ont débuté le 16, par un combat très meurtrier sur les bords de la Tchernaiya. Cette avidité du public grec à apprendre les nouvelles qui nous viennent du théâtre de la guerre, ne se fait pas seulement remarquer dans la capitale, où toutes les notabilités du pays sont rassemblées, mais encore dans les provinces et les districts les plus éloignés du centre des affaires et du mouvement politique. Des étrangers qui ont eu l'occasion de séjourner dans l'intérieur du royaume, ont été surpris de reconnaître que les Grecs du dix-neuvième siècle, différaient peu sous ce rapport, d'avec ceux du temps de Démosthènes et de Philippe. Ne soyons pourtant pas injustes envers les grecs modernes, en mettant à leur charge l'héritage des défauts ou des faiblesses de leurs ancêtres ; car si dans toute la Grèce, le jour du courrier est un événement pour toutes les classes de la population, c'est que les Grecs ont assez d'intelligence pour comprendre, que s'occuper de ce qui se passe en Orient, c'est encore s'occuper de leurs propres affaires,

et que cette guerre, aussi regrettable que désastreuse, ne peut pourtant se terminer que par un accord de toutes les grandes puissances de l'Europe, entre les mains desquelles, la divine Providence a confié les futures destinées de plusieurs millions de Chrétiens.

Le courrier du 27, nous avait annoncé l'apparition d'une escadrille de chaloupes canonnières des alliés, aux embouchures du Danube, et que par suite de cette démonstration, le gouvernement russe a défendu l'exportation des blés qui dernièrement se faisait avec une grande activité, par les bâtiments autrichiens et grecs. Cette nouvelle a déjà jeté l'alarme parmi tous ceux qui sont directement intéressés au commerce maritime, et elle serait d'autant plus désastreuse pour la Grèce, si elle se confirmait, que c'est par ce seul commerce qu'on espérait réaliser des bénéfices pouvant compenser les pertes causées par la maladie de l'oïdium, qui cette année-ci encore a détruit la moitié à peu près de la récolte des vignes, et les 3/4 environ de celle du raisin de Corinthe.

Pour donner une idée du mouvement imprimé à notre marine marchande, depuis que le gouvernement russe a levé la prohibition de l'exportation des blés, nous ferons remarquer que jusqu'au 11/23 Août, 274 bâtiments de commerce (grecs) sont entrés dans le port de Syra chargés de 2,379,711 kilos (grecs).

Les frêts ou nolis, se sont élevés de 1 Dr. 70. à 1 Dr. 80 le kilo. (Le froment a été évalué par la douane de Syra à 6—7 Dr. et le maïs à 4—5 Dr.)

Les gages des matelots se sont élevés à 65 Dr. par mois.

Un nombre considérable d'ouvriers a été engagé pour le chargement et le déchargement des navires.

Les magasins particuliers étant insuffisants, la douane vient de permettre que les blés qui doivent être déchargés à Syra, soient déposés dans des navires mouillés dans le port; par suite de cette autorisation, 102 navires ont été dernièrement loués à cet effet, jaugeant chacun environ 300 tonnes.

Le brigandage qui infeste depuis quelque temps, avec beaucoup plus de force, différentes provinces de la Grèce continentale, vient de fournir une nouvelle occasion à la malveillance de certains journaux, de dénigrer la Grèce, et d'impliquer de la manière la plus insidieuse, dans ces actes condamnables, des positions qui sont heureusement trop élevées pour être atteintes par les traits de la calomnie. Si ces journaux, cependant, ne voulaient être que justes, ils auraient été beaucoup plus réservés dans leurs appréciations; car en recherchant sans prévention et avec impartialité, les causes permanentes qui produisent ou encouragent le brigandage dans la Grèce continentale, il sera facile de reconnaître qu'elles sont, en grande partie, indépendantes de la volonté de l'administration.

En effet, nous croyons avec tous les hommes pratiques de la Grèce, avec tous ceux qui en plusieurs occasions, ont été spécialement chargés de la poursuite du brigandage, que tant que la Grèce manquera de limites naturelles, tant que notre ligne de frontières du nord, s'étendra en zigzags de plusieurs dizaines de lieues, sur le territoire d'un état mal gouverné, et qui est constamment agité par des révoltes, les bandits qui infestent les frontières, surtout ceux de la Turquie qui finissent toujours par transiger avec les autorités turques, trouvant

un asile sûr dans les districts limitrophes des deux états, continueront d'exercer leurs déprédations sur notre territoire, et de tenir en haleine les provinces les plus fertiles de la Grèce continentale.

Le gouvernement, dans l'état actuel de nos frontières, aura beau redoubler de vigilance, il aura beau employer, pour la répression du brigandage, toute la force armée dont il dispose, il ne pourra pas empêcher les bandes de malfaiteurs de pénétrer dans l'intérieur du Royaume, de s'y établir même pour quelque temps, et d'échapper à toute poursuite. Car une contrée montagneuse, et extrêmement accidentée comme la Grèce, dont le sol est le plus souvent coupé par de profonds ravins, couvert de buissons et d'arbustes épais, offre aux brigands un asile d'autant plus sûr, qu'ils peuvent facilement se ravitailler chez les bergers, qui occupent avec leurs nombreux troupeaux, toutes les parties montagneuses de la Grèce, depuis le mois de Mai jusqu'à la fin du mois d'Octobre.

Certes, nous ne voulons pas nier que souvent les circonstances sociales ou politiques, et peut-être aussi certaines mesures mal conçues ou inopportunes, ne puissent exercer un influence quelconque sur le brigandage. Mais ces causes sont de leur nature secondaires ou temporaires, et ne peuvent pas donner la véritable explication d'un fait qui se reproduit constamment en Grèce. Or les journaux qui nous jugent avec tant de sévérité, auraient dû d'abord rechercher les causes permanentes qui tendent à encourager le brigandage, et avant de flétrir la Grèce et de la dénoncer comme un pays inaccessible aux progrès de la civilisation, se rappeler qu'elle n'a pas été seule soumise à de pareilles épreuves. Une des contrées les plus civili-

sées de l'Europe, ayant pour chef l'homme qui a étonné le monde entier par son génie, était infestée, il y a cinquante ans, par un brigandage tel qu'on n'en a jamais vu chez nous; car après tout, le brigandage n'est exercé en Grèce que par quelques centaines de malfaiteurs, recrutés dans la classe bien peu nombreuse d'hommes sans aveu ou endurcis au crime, de déserteurs ou de forçats libérés. Loin d'infester tout le Royaume, il est confiné dans les provinces septentrionales de la Grèce continentale, il ne se manifeste que par des actes isolés et plus ou moins rares, et n'a pas le caractère d'une perturbation sociale. Il est, d'ailleurs, poursuivi avec la plus grande vigueur par la force armée, et puni de toute la sévérité des lois, par suite de condamnations prononcées par le jury, qui fonctionne avec toute la régularité possible. Telles n'étaient pourtant pas les conditions du brigandage en France au commencement du dix-neuvième siècle. La nouvelle génération française, qui a aujourd'hui devant les yeux le riant tableau d'une prospérité matérielle sans exemple, et qui jouit de tous les bienfaits de l'ordre légal et de la paix intérieure, ne se douterait pas que le récit suivant du célèbre historien du Consulat et de l'Empire, s'applique à la France.

« Tandis que la situation extérieure de la France, dit M. Thiers, devenait tous les jours plus brillante, que l'Autriche et l'Allemagne signaient la paix, que les puissances du Nord se liguèrent avec nous pour résister à la domination maritime de l'Angleterre, que le Portugal et le Royaume de Naples se formaient pour elle, et que tout enfin réussissait comme à souhait à un gouvernement victorieux et modéré, la situation intérieure offrait le spectacle, quelque fois horrible, des dernières convulsions des partis expirants. On a déjà vu, malgré la prompt réorganisation du gouvernement, le brigandage infester les grandes routes, et les factions au désespoir essayant l'assassinat contre la personne du premier Consul. C'étaient les conséquences inévitables de nos anciennes discordes. Les hon-

mes que la guerre civile avait formés au crime, et qui ne pouvaient plus se résigner à une vie paisible et honnête, cherchaient une occupation sur les grands chemins. Les factions abattues, désespérant de vaincre les grenadiers de la garde consulaire, essayaient de détruire, par des moyens atroces, l'invincible auteur de leur défaite.

Le brigandage s'était encore accru à l'approche de l'hiver. On ne pouvait plus parcourir les routes, sans s'exposer à y être pillé ou assassiné. Les départements de la Normandie, de l'Anjou, du Maine, de la Bretagne, du Poitou, étaient, comme jadis, les théâtres de ce brigandage. Mais le mal s'était propagé. Plusieurs départements du centre et du Midi, avaient été infestés à leur tour. Dans ces départements, des troupes de brigands s'étaient recrutées des assassins du Midi, qui, sous prétexte de poursuivre les Jacobins, égorgaient pour les voler, les acquéreurs des biens nationaux ; de jeunes gens qui ne voulaient pas obéir à la conscription, et de quelques soldats que la misère avait chassés de l'armée de Ligurie, pendant le cruel hiver de 1799 à 1800. Ces malheureux, une fois engagés dans cette vie criminelle, y avaient pris goût, et il n'y avait que la force des armes, et la rigueur des lois, qui pussent les en détourner. Ils arrêtaient les voitures publiques ; ils enlevaient chez eux, les acquéreurs des biens nationaux, souvent aussi les propriétaires riches, les transportaient dans les bois, comme le sénateur Clément de Ris, par exemple, qu'ils avaient détenu pendant vingt jours, faisaient subir d'horribles tortures à leurs victimes, quelquefois leur brûlaient les pieds, jusqu'à ce qu'elles se rachetassent, en livrant des sommes considérables. Ils s'attaquaient surtout aux caisses publiques, et allaient chez les percepteurs eux-mêmes, s'emparer des fonds de l'état, sous prétexte de faire la guerre au gouvernement. Des vagabonds, qui, au milieu de ces temps de troubles, avaient quitté leur province pour se livrer à la vie errante, leur servaient d'éclaireurs, en exerçant dans les villes le métier de mendiants. Ces misérables, s'informant de tout pendant qu'ils étaient occupés à mendier, signalaient aux brigands, leurs complices, ou les voitures à arrêter, ou les maisons à piller.

Il fallait de petits corps d'armée pour combattre ces bandes. Quand on parvenait à les atteindre, la justice ne pouvait sévir, car les témoins n'osaient pas déposer, et les jurés craignaient de prononcer des condamnations. Les mesures extraordinaires sont toujours regrettables, moins par les rigueurs qu'elles entraînent, que par l'ébranlement qu'elles causent à la constitution d'un pays, surtout quand cette constitution est nouvelle. Mais ici des mesures de ce genre étaient inévitables, car la justice ordinaire, après avoir été essayée, venait d'être reconnue impuissante.

(Thiers, Histoire du Consulat et de l'Empire. Tome II. Livre VIII).

S.

M. RENIERI.